

LE NUMÉRO...  
Cinq sous



PREMIER DE L'ABONNEMENT...  
Edition hebdomadaire

# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. PRO ARIS ET FOCIS. SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827. NOUVELLE-ORLÉANS, JEUDI MATIN, 8 FEVRIER 1912. 85ème Année

## LE RÉVEIL.

La Chambre offrit, il y a quelques jours, un curieux spectacle à ceux qui se souviennent. D'abord, elle était unanime et de tenue correcte. Ensuite, on sentait en elle je ne sais quelle impatience contenue, qui n'est pas pour déplaire, lorsqu'une question de dignité publique est en jeu. Sur ces bancs, dont les moines occupants subirent, sans mot dire, Fachoda, Tanger, Agadir, passait un souffle de susceptibilité française.

Les incidents des derniers jours, le conflit franco-italien de Cagliari expliquent-ils ce changement? Ou faut-il voir dans le réveil d'aujourd'hui un total d'émotions accumulées? Est-ce l'écho, résonnant au Parlement, de ce joli redressement patriotique qui, l'été dernier, cambra le pays devant la chicane allemande? Ces questions, chacun se les posait en écoutant M. Poincaré. Il serait audacieux de prétendre y répondre trop nettement. Me pardonnera-t-on de m'y arrêter cependant, retenu par l'espoir de mieux national qui—peut être à tort—en dégage pour moi?

L'émotion du pays n'a point sa source dans une hostilité préconçue à l'égard de l'Italie. Le sentiment français s'est manifesté, sans acception de nationalité.

Le rapprochement franco-italien compte maintenant plus de dix ans de date. On ne saurait prétendre qu'à ses débuts il ait été, de notre part, pur de tout alliage, dicté seulement par le souci de l'intérêt extérieur de la France. Beaucoup de nos radicaux ont applaudi à la réconciliation franco-italienne parce qu'ils la supposaient désagréable au Vatican. Beaucoup d'entre eux ont aimé l'Italie moins pour elle-même que contre le Pape. Et comment nier, si l'on descend pour un instant à entrer dans leur peau, qu'ils eussent raison, puis-que la visite à Rome de M. Emile Loubet a sonné le glas du Concordat?

C'est en vain que M. Barrère avait prodigué à M. Delcassé l'assurance que tout s'arrangerait. Cet arrangement était impossible, parce qu'il eût infligé au Saint-Siège la pire des abdications, une abdication morale. Anticlérical à sa racine, le rapprochement franco-italien a donc déçu légitimement le nombre d'esprits prudents, qui n'étaient point cléricaux. Cependant, le mal une fois fait au dedans, nul n'a refusé de rendre hommage à ce qui avait de profitable, dans l'ordre international, la jeune amitié de la France et de l'Italie.

Longtemps l'Italie, dans la Triple alliance, avait joué le rôle d'antenne offensive. Bismarck, qui se plaisait à être le régulateur de la chaudière européenne, aimait la voir, hauffer de vapeur italienne sur, ensuite, remettre, tout dans l'ordre. Le voisinage italien, du temps de Crispi, était intolérable. La détente valait donc quelque chose, même si cette détente ne devait pas avoir pour effet de changer les systèmes d'alliance.

N'est-ce pas le prince de Bilibaldy—à moins que ce ne fut l'empereur Guillaume—qui le reprochait, dit-on, à M. Delcassé d'avoir débâché l'Italie? M. Delcassé, si grande que soit sa capacité de séduire, n'avait pas rêvé d'une telle conquête. Il s'était borné à continuer l'œuvre de réconciliation commencée par M. Hanotaux, en y portant, toutefois, moins de réserve politique et plus de fougue méridionale. La distance, ou peu s'en faut, qui sépare Toulouse de Laon.

On sut, à ce moment, sans grandes précisions, d'ailleurs, que le contrat de mariage comportait des apports. Les Français promettaient aux Italiens de les laisser libres à Tripoli. Les Italiens promettaient aux Français de les laisser libres au Maroc. Ni à Paris ni à Rome, on ne prit fort au sérieux ce double engagement. C'était en 1900. On pensait à autre chose et ces promesses d'avenir paraissaient si jointaines qu'on les jugeait de pure forme.

En dix ans, ou presque, la scène a changé. Les Français sont allés à Fez et les Italiens à Tri-

plaudi par la Chambre entière sans distinction de partis, quand il a dit qu'avant tout débat il réclamait l'élargissement des prisonniers.

Cette satisfaction-là, ce n'est pas un ministre qui la demande, c'est le pays qui la veut. On causera plus tard—et très amicalement. Aujourd'hui, qu'on nous rende nos Turcs, que nous mettrons sous clef, si, abusant de notre confiance, ils se sont à tort présentés comme d'inoffensifs infirmiers.

Cette unanimité prouve que la France s'est fait depuis quelques années un patriotisme méditerranéen plus vigilant qu'on ne croyait. Il n'est pas douteux que la pensée de voir nos communications avec Tunis ou Alger menacées par une puissance, quelle qu'elle soit, nous exaspère. C'est comme si l'on voulait violer notre domicile.

Nos sujets tunisiens sont d'ailleurs à l'unisson de la métropole. Si on les écoutait, on casserait tout: grave erreur qu'il importe d'éviter. Nous devons obtenir par notre fermeté la satisfaction que mérite notre bon droit et, ce fait, poursuivre avec l'Italie de correctes et amicales relations.

L'amitié n'est pas une capitulation. On n'aime que ceux qu'on respecte. Soyons respectés et nous serons mieux aimés.

Faut-il penser cependant que les causes que je viens de dire—procédés trop nerveux des Italiens, attachement du pays à sa marine d'une part, à ses possessions africaines d'autre part—donnent la clef de l'élan national qui se manifeste depuis huit jours? On pourrait le croire si dans l'ordre moral les phénomènes évoluaient aussi vite, si les grands mouvements de l'âme populaire n'étaient pareils à ces lames profondes dont le brisement final achève la course lointaine.

Les minutes que nous venons de vivre sont peut-être—et il faut le souhaiter—un espoir d'avenir. Elles sont aussi le fruit d'un passé récent, de ce passé d'alarmes subies, passivement d'abord, impatientement ensuite, que la France a dues à la salubre malveillance de l'Allemagne.

Je disais il y a quelques semaines que notre pays, surtout après la dernière crise, n'est plus celui que l'Europe a connu depuis dix ans; que la France, de main, ne supporterait pas ce qu'elle supportait hier et que, par suite de changement, un fait nouveau d'ordre moral, mais d'importance capitale, était né dans la vie des nations. Ce qui se passe en ce moment n'est-il pas la justification de ce qui pouvait sembler, il y a deux mois, une audacieuse hypothèse?

Cette France de 1912, est-ce la même que celle de 1911, la même que celle qui, douze mois plus tôt, tolérât, comme sanction à des semaines de curée parlementaire, l'invraisemblable constitution du cabinet Monis et ne rougissait pas d'être le jonc des plus basses ambitions parlementaires? N'y a-t-il pas dans la déroute des premiers radicaux obligés d'aller quérir, pour les tirer d'embarras, un académicien modéré plus qu'un châtimement, un désaveu d'eux mêmes!

Et, certes, tout cela peut n'être pas durable. M. Poincaré, bien intentionné, peut être brisé par les obstacles que les mœurs publiques corrompues multiplieront sous ses pas. Il n'en reste pas moins que, depuis huit jours, la Chambre, comme honteuse de soi, a fait taire ses hurlements et que, bon gré mal gré, elle a entendu monter vers elle la voix sévère du pays.

Si l'on écrivait pour l'histoire, il faudrait formuler des réserves. Ces réserves sont sous ma plume et dans l'esprit de tous. Sur la feuille éphémère d'un journal, pourquoi serait-il interdit de fixer l'impression passagère de soulagement, que chacun a ressentie ces jours-ci! (Grâces soient rendues aux torpilles italiennes qui ont mûri et cristallisé cette impression! Grâces soient rendues surtout à notre peuple de France, qui, depuis six mois, las de son cauchemar politique et conscient de son destin national, cherche à s'évader de la prison où le tenaient les démagogues!

Un diplomate.

## Ouverture du treizième Reichstag.

Berlin, 7 février.—L'empereur Guillaume a ouvert à midi aujourd'hui le treizième Reichstag qui s'assemble depuis la fondation de l'empire allemand. Suivant l'usage, au lieu d'aller au Parlement impérial, l'empereur a convoqué les membres au palais, où il a fait son discours du trône dans la grande salle blanche.

La plupart des députés présents étaient en uniforme ou en tenue de cour, mais aucun représentant du parti démocratique social qui compte plus d'un quart des membres de la Chambre, ne s'est montré.

Après avoir salué les membres du parlement impérial au nom des gouvernements des Etats confédérés de l'empire, l'empereur Guillaume a affirmé son désir d'augmenter le bien-être de toutes les classes du peuple d'Allemagne et de maintenir la puissance et le prestige de la nation. Il a demandé la coopération loyale du nouveau parlement dans cette œuvre et a exprimé l'espoir de voir bientôt les finances impériales établies sur une base solide par une stricte adhérence à la politique financière actuellement en vigueur.

L'empereur a ensuite fait allusion aux nouveaux traités de commerce qui vont être conclus entre l'Allemagne et des pays étrangers, et a annoncé que le

gouvernement impérial en faisant les négociations observerait sa politique traditionnelle qui a été si favorable à l'industrie, au commerce et à l'agriculture.

L'empereur a ensuite attaqué la question que les membres du Reichstag attendaient avec le plus d'impatience, celle de la situation internationale et de l'augmentation de l'armée et de la marine.

Il y a eu cependant quelque dé-appointement parce que l'empereur n'a fait qu'annoncer les mesures et n'est entré dans aucuns détails.

Il a dit en partie que pour assurer le succès de l'œuvre de paix dans le pays et sur les mers l'empire devait demeurer assez puissant pour défendre en tout temps son honneur national, ses possessions, et ses justes intérêts dans le monde.

Que son devoir constant était par conséquent de maintenir et de fortifier sur terre et sur mer, la force défensive du peuple allemand, qui ne manque pas de jeunes gens pouvant porter les armes.

Dans notre accord avec la France, a-t-il dit en terminant, nous avons donné de nouveau la preuve que nous sommes prêts à régler amicalement les difficultés internationales quand la dignité et les intérêts de l'Allemagne le permettent.

## Train dévalise par des bandits.

Memphis, Tenn., 7 février.—Cinq bandits ont arrêté ce matin le train de voyageurs No 3, de la Compagnie Rock Island, près de Hulbert, Arkansas, ont dynamité le coffre du wagon-express, pillé le fourgon-postal et pris la fuite en emportant une somme considérable dont le montant exact n'est pas encore connu. L'explosion a réduit le wagon-express en miettes: les débris ont pris feu et véhicule et contenu ont été réduits en cendres. Les voyageurs n'ont pas été molestés et les bandits ont accompli leur vol sans tirer un seul coup de revolver.

Le train était parti de Memphis à minuit vingt. Il était à peine hors des limites de la ville que deux hommes masqués qui s'étaient cachés derrière le tender grimpaient sur la locomotive et le chauffeur, prenaient la direction du convoi.

A quelques milles de Memphis les bandits stoppèrent pour laisser monter leurs trois compagnons qui attendaient sur le bord de la voie, puis détachant les fourgons express et postal du reste du convoi, ils partirent à toute vitesse ne s'arrêtant qu'une vingtaine de milles plus loin dans un endroit absolument isolé. En quelques minutes le coffre était dynamité et les colis postaux éparpillés: après avoir réuni leur butin dans deux sacs les bandits gagnèrent un bois voisin où, suppose-t-on, ils sort cachés à l'heure actuelle.

Des détectives de la compagnie Rock Island, un shérif et plusieurs hommes armés ont immédiatement organisé une battue qui jusqu'ici n'a pas donné de résultats. L'alarme a été rapidement donnée dans toute la région, et on espère que les mal-faiteurs ne tarderont pas à tomber entre les mains de la justice.

Un vol perpétré dans des circonstances identiques, et à peu près au même endroit, avait été commis dans le courant du mois de novembre dernier.

## Le nouveau ambassadeur des Etats-Unis en France.

Washington, 7 février.—Le président Taft a transmis aujourd'hui au Sénat la nomination de M. Myron T. Herrick, ancien gouverneur de l'Ohio, au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en France, en remplacement de M. Robert Bacon, démissionnaire.

Des démarches seront faites pour obtenir que cette nomination soit immédiatement ratifiée par le Sénat.

## Fin d'une session législative.

Manille, 7 février.—La session extraordinaire de la législature philippine a pris fin au point du jour mercredi, sans que l'on soit sorti de l'impasse sur les projets de budget.

La même chose s'est produite en 1911. Conformément à la loi, les anciens crédits sont renouvelés et par conséquent l'année prochaine les allocations faites par la législature en 1910 ainsi que celle des \$250,000 votés pour l'érection d'un bâtiment pour la section philippine à l'exposition Panama-Pacifique à San Francisco seront mises à effet.

La session de la législature a été remarquable à cause de l'attention que l'assemblée a accordée aux mesures économiques, bien que la controverse au sujet des privilèges des deux chambres ait fait abandonner nombre de lois importantes.

Les premiers projets de loi sur l'irrigation présentés aux Philippines ont été adoptés cependant.

## Condamnation à mort.

Newark, N. J., 7 février.—Le nommé Allis MacFarland, convaincu d'avoir empoisonné sa femme en lui faisant avaler du cyanure de potassium a été condamné à mort ce matin.

MacFarland sera électrocuté dans la prison de Trenton, pendant la semaine commençant le 17 mars.

## Le Sirop du Gourmet

Aucun autre sirop n'a une saveur aussi agréable que le

## VELVA

Sirop de Déjeuner

Vous savez sûrement combien il est délicieux sur les gauffres et les gâteaux de froment—auxquels il donne un goût qu'ils n'ont jamais eu auparavant. C'est le Velva dans la canette verte—celui que presque tout le monde connaît.

Voici maintenant le nouveau Velva dans la canette rouge. Il fait de délicieux candies, gâteaux et autres sucreries.

Votre épicer à les deux genres.

Penick & Ford, Ltd



## OJEN

L'ORIGINAL DE

### JOAQUIN BUENO Y CIA.

MALAGA, ESPAGNE

La comparaison vous convaincra de sa grande supériorité et vous induira à exiger la marque JOAQUIN BUENO quand vous commanderez l'OJEN. Chaque bouteille porte le Nom de Notre Maison en plein.

### PAUL GELPI & SONS

Seuls Agents pour les Etats-Unis.

225 et 229 Rue Decatur, Nouvelle-Orléans, La.

Echantillons et Prix Fournis sur Demande.

## D. MERCIER'S SONS

Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales.

Vêtements confectionnés, Chapellerie et Articles de toilette pour Messieurs et Enfants.

Le magasin est ouvert les samedi soir jusqu'à dix heures, et fermé le dimanche. Coût des rues Dauphine et Bienville à deux blocs de la rue de Canal, Sans District.



## LE SOURIRE QUI NE S'EFFACE PAS

éclaire la physionomie de l'homme qui goûte une bouteille de bière de la AMERICAN BREWING CO. Elle dissipe la fatigue du corps et de l'esprit. Elle étanche la soif, est agréable à prendre et tonifie le système. Vous ne savez jamais quelle délicieuse boisson peut composer le houblon et le malt jusqu'à ce que vous ayez goûté la bière de la AMERICAN BREWING CO. Faites-le aujourd'hui.

Boues—Brasserie Main 120; Dépt. de Mise en Bout. Main 1440

### THE AMERICAN BREWING CO.

NOUVELLE-ORLÉANS, LAISSE

6 oct—6m—mar jeu dim



## Jackson Brewing Co.

PURE FOOD BEER

L'intolérance de la Prohibition est du même genre et de la même sorte que l'intolérance du Partisanisme. Les deux sont aussi opposés à la liberté que les ténébreux sont à la lumière. Leur sentiment ardent est inspiré par ce principe de bigoterie tyrannique, qui voudrait imposer ses règles à tous les hommes, et agit constamment d'une manière ou d'une autre contre ceux dont une vigilance éternelle est la seule sauvegarde. Nous engageons ceux qui aiment leur liberté pour en abuser à se méfier de la Prohibition.

Essayez Notre Bière Bohémienne

JACKSON BREWING CO., rues Decatur et Jefferson

Lawrence Fischer, Président. Adolph Dummer, Vice-Président. Gus Oertling, Sec. Trés. Joe Malcher, Surintendant.

Nous Vous Invitons à Visiter Notre Brasserie.

2876—12m—jeu dim

## Le nouveau juge à la Cour Suprême.

Washington, D. C., 7 février.—Il a été appris après une session d'une heure de membres du cabinet, mercredi, que la nomination du juge Wm C. Hook, de Kansas, à la Cour Suprême ne serait probablement pas envoyée au Sénat mercredi après-midi comme le Président en avait l'intention.

## Le banquier Morse rentre à New York.

Atlanta, Ga., 7 février.—M. Charles W. Morse, le banquier qui purgent une sentence au pénitencier fédéral d'Atlanta et qui a récemment été gracié par le président Taft, est parti cet après-midi pour New York, accompagné de son épouse.

La santé de Morse laisse toujours beaucoup à désirer et sur le conseil de ses médecins il fera un long séjour à l'étranger, probablement aux bords de Carlsbad.

## Les restes du "Maine"

Washington, 7 février.—Le charbonnier américain "Leonidas", attaché à l'escadre de l'Atlantique, est arrivé aujourd'hui à

Annapolis, où il a rapporté un grand nombre d'objets provenant de l'épave du "Maine".

Le grand mit du "Maine," qui se trouve parmi la cargaison du "Leonidas," sera érigé dans le cimetière national d'Arlington sur le tombeau des victimes de la catastrophe.



## Le Roi des Sirops de Table

Dans Toutes les Bonnes Epiceries

18 400—0—dim mar jeu